

Informal Institutions – What do we know and what can we do?

OECD Development Centre and DAC Network on Governance
Paris, 11 December 2006

**M Gonzalo Arenas Valverde
Vice Minister of Planning, Chile**

Avant tout, je veux exprimer, au nom du Gouvernement du Chili, notre reconnaissance et la haute valeur que nous octroyons à l'initiative du Centre de Développement et au Comité d'Aide pour le Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique pour réaliser ce Séminaire International. C'est un privilège pour moi d'avoir été invité à participer à son inauguration.

Sans doute, la réalisation de ce Séminaire contribuera à mettre en relief le rôle des institutions informelles dans les stratégies de développement, à enrichir la discussion sur les relations complexes entre les institutions formelles et informelles; ainsi qu'à améliorer la formulation et la mise en application des politiques publiques orientées autant vers la croissance économique, que vers le déroulement social et à approfondir la démocratie.

Incorporer les institutions informelles qui caractérisent le réseau social, c'est à dire l'ensemble des normes non écrites qui structurent les interactions sociales et règlent la conduite des acteurs en marge des canaux officiellement constitués. Ces institutions informelles sont essentielles pour le succès des politiques publiques, car elles sont une partie constituante du contexte dans lequel celles-ci s'appliquent.

Je voudrais partager avec vous l'expérience de notre pays dans cette matière, dans le cadre de la stratégie de développement de la croissance économique avec équité, adoptée par les gouvernements de la Concertation à partir de 1990.

Les principaux objectifs de cette stratégie sont d'améliorer la qualité de vie de la population, en particulier, de surpasser la pauvreté, l'inégalité et les diverses formes de discrimination et d'exclusion, dans la perspective de construire une société démocratique, ouverte et égalitaire, qui permet la pleine réalisation des droits de tous les citoyens.

La stratégie de développement a défini trois grands piliers : la croissance économique, le développement social et la démocratie. Cette stratégie se propose simultanément d'avancer dans ces trois domaines pour atteindre les buts poursuivis.

Cette vision marque une grande différence avec celle qui a prédominé dans notre pays pendant les années quatre-vingts, quand on supposait l'existence d'une relation linéaire entre une stabilisation macroéconomique, un ajustement structurel et la croissance économique.

La construction de grands accords politiques, qui reprennent le caractère multidimensionnel du développement, a permis aux Gouvernements de la Concertation de soutenir et de donner une continuité à la nouvelle stratégie adoptée en 1990.

UNE CONSIDÉRATION DES INSTITUTIONS INFORMELLES DANS LA POLITIQUE SOCIALE

Pendant ces réunions nous sommes invités à réfléchir et à discuter sur les relations entre les institutions informelles et le processus de développement; sujets qui, selon notre opinion, sont essentiels pour fortifier les processus d'un développement intégral qui nous permettent de faire face à nos défis et de construire une société plus solidaire et en respectant sa propre diversité culturelle, et donc plus démocratique, plus ouverte et plus égalitaire.

Nous partageons la conception du développement que soutient le gagnant du Prix Nobel d'Économie 1998, le distingué professeur Amartya Sen, qui conçoit le développement comme un processus dont la fin principale est l'expansion de la liberté réelle dont les membres de la société jouissent. C'est à dire comme un processus d'élimination du manque de liberté, pour que personne ne succombe à une mort prématurée, et pour qu'on puisse jouir des libertés relatives à la capacité de lire, d'écrire et de calculer, la participation politique et la liberté d'expression.

Dans d'autres mots, nous parlons du renforcement des capacités, des outils et les opportunités dont profitent les personnes, dans la perspective que tous puissent avoir des options pour choisir le type de vie que chacun veut.

Il s'agit alors d'une conception du développement qui embrasse une grande variété de sujets : l'expansion de la production ou la croissance économique, qui constitue le support matériel du développement; la liberté civile et politique; l'équité sociale; l'égalité entre les genres; l'environnement durable et, certainement, et certainement le rôle joué par des institutions informelles, qui embrassent les caractéristiques de la famille, les relations de parenté, le degré de confiance existante entre les acteurs sociaux, les normes de conduite civique pratiquées, ainsi que des valeurs et les identités communautaires et la puissance des réseaux sociaux.

En même temps, il s'agit d'une conception qui souligne les relations entre ces différents sujets et comme ces relations influent d'une manière fondamentale sur le processus de développement.

Les conférences historiques et les sommets des Nations Unies, célébrées durant la décennie de 1990, ont contribué à la reconnaissance du caractère multidimensionnel du développement en renforçant l'importance des sphères sociales, politiques et culturelles et non seulement économiques; en établissant ainsi les bases pour qu'au Sommet du Millénaire, on a défini pour la première fois une ample vision des priorités du développement, cristallisée dans les Objectifs du Développement du Millénaire.

Depuis cette ample perspective, encourager le développement à s'imposer de multiples défis aux processus de formulation et de mise en route des politiques publiques.

Par rapport au sujet de ce Séminaire, ces défis nous demandent la reconnaissance et le dialogue entre les institutions formelles et les informelles, le respect des identités communautaires et de l'hétérogénéité sociale.

Son intégration effective dans la formulation et l'application des politiques publiques, les programmes et les projets de développement, permettent que celles-ci soient adaptées aux différentes réalités et, en même temps, conséquentes avec une conception des personnes et des communautés en tant que participants actifs dans la configuration de sa propre destinée, comme agents d'échange actifs et non comme des récepteurs passifs de prestations.

Ignorer le rôle des institutions informelles dans les processus de développement implique l'ignorance des identités et de particularités de genre, generacionales, ethniques, religieuses ou les préférences ou des tendances de certains individus et des groupes sociaux. Cette ignorance nuit non seulement son identité, mais aussi peut bloquer les meilleures propositions de développement.

En plus, la considération et la mise en valeur de la culture, est un point clef pour le sujet crucial de l'identité collective et de l'estime de soi. Fréquemment la marginalité économique et la pauvreté sont accompagnées par des dévalorisations culturelles et de la propre estime de soi.

L'incorporation des institutions informelles et des identités locales dans les politiques publiques, en plus d'améliorer sa pertinence et caractère effectif, permettent d'avancer vers la pleine expression culturelle de tous les gens, question qui constitue en soi un des principaux objectifs du développement.

Je voudrais souligner très brièvement quelques efforts significatifs et les étapes que notre pays a gravies dans la reconnaissance et l'incorporation des institutions informelles dans la formulation et la mise en oeuvre des politiques et des programmes sociaux.

Notre actuelle politique sociale a pour but la reconnaissance et l'affirmation des valeurs et l'identité des groupes vers lesquels il s'oriente ainsi que la mise en valeur de son capital sociale.

Nous sommes certains que cela a créé des conditions favorables pour l'utilisation, dans le cadre des programmes sociaux, de savoirs accumulés, de traditions, de manières d'être lié par la nature, le renforcement des capacités culturelles pour l'autogestion et des capacités créatrices qui déclenchent et fortifient les relations de réciprocité.

Ainsi, l'expérience que nous avons du programme que nous appelons Chili Solidaire, dont le but est de promouvoir l'incorporation des familles dans une situation de pauvreté extrême aux réseaux sociaux et son accès aux meilleures conditions de vie. La formulation de ce programme reconnaît et incorpore l'identité et les valeurs des individus et des familles qui cherchent à fortifier leur capital social, nous montre que cela constitue un moteur puissant pour mobiliser ses capacités et pour surpasser les conditions de pauvreté.

Par ailleurs, ces principes sont aussi présents dans la Politique du Nouveau Accord qui s'appuie dans la reconnaissance du caractère culturellement divers de la société chilienne, la mise en valeur des droits des peuples indigènes, et la participation et la pertinence culturelle comme les piliers de la formulation, de l'exécution et d'évaluation de politiques vers les peuples indigènes.

Ainsi, on définit comme objectifs stratégiques, améliorer le niveau de reconnaissance des droits des peuples indigènes, approfondir une stratégie de développement avec identité et adapter les services publics à la diversité culturelle du pays. En particulier, la politique a proposé la fortification de la culture, de la langue et du patrimoine indigène.

Je voudrais aussi souligner quelques programmes qui réfléchissent les nouvelles modalités d'intervention de la politique sociale, du point de vue du plan du gouvernement et de gestion, développés par les Gouvernements de la Concertation.

Ces programmes donnent la priorité à l'inversion sociale au lieu de l'assistance, ils ont pour but la pertinence socioterritoriale des actions et la participation active des bénéficiaires, autant dans la formulation que dans son application. En particulier, je mentionnerai deux de ces programmes, le Programme Chili Barrio et le programme Chile Emprende.

Le Programme Chili Barrio, dont la fin est de contribuer au dépassement des situations de marginalité sociale et de l'amélioration de logement, il a proposé d'améliorer la capacité des habitants de logements précaires pour qu'ils puissent sortir de leur condition de marginalité sociale et économique, en investissant dans les quartiers et dans la qualité de son habitat et dans les opportunités d'insertion sociale et du travail, et en installant des capacités institutionnelles dans des organismes locaux.

Dans sa formulation générale, le programme Chile Barrio est conçu comme la coordination d'actions sectorielles, exécutées par les organismes respectifs, pour développer des interventions intégrales, décentralisées et participatives.

Les actions sectorielles permettent d'acquérir biens et des services d'infrastructure pour résoudre les conditions de marginalité économique et sociale, en développant des capacités intégrales.

Quant au Programme Chili Emprende est un programme destiné aux petites et moyennes entreprises qui a pour but de développer les capacités productives en gardant les identités territoriales.

Ce programme, qui cherche à faciliter et à renforcer le développement d'opportunités d'affaires pour les petites et moyennes entreprises, agit dans toutes les régions du pays. Sur la base d'une gestion participative tant publique que privée qui exprime sur une table de travail par territoire des buts communs de développement, on définit des projets répartis entre les entreprises, les institutions publiques et les municipalités, en établissant les réseaux de coopération pour les atteindre. Comme le Gouvernement et comme société nous pouvons et devons avancer beaucoup plus dans ce terrain de ce que nous avons avancé jusqu'à présent.

Certainement, le dialogue qui se produit ici et les initiatives qui dérivent, proportionneront les éléments qui contribueront à améliorer le dessin et la gestion de l'action publique, dans la perspective de fortifier les processus de développement intégral qui nous permettent la construction d'un pays le plus démocratique, plus inclusif, plus ouvert et plus égalitaire.